

# Crise syrienne :

## état des lieux et options possibles

Alya de Postis\*

\* Consultante, spécialisée sur le Moyen-Orient

### LES RESSORTS DE LA RÉSISTANCE DU RÉGIME DE BACHAR AL-ASSAD

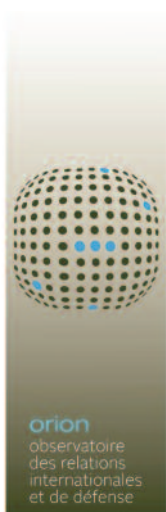
On sait que, mosaïque de communautés ethniques et religieuses, la Syrie est depuis plus de 40 ans dominée par un petit cercle de personnes toutes issues de la minorité alaouite du pays. L'échiquier syrien est généralement présenté, de manière simplifiée, comme se réduisant au combat d'une minorité religieuse, les Alaouites, alliée pour le pire à une autre minorité religieuse, les Chrétiens, contre une majorité musulmane sunnite. A l'échelle régionale, le régime d'Al-Assad est identifié par les régimes arabes (monarchies du Golfe) et non arabe (Turquie) sunnites comme l'une des pierres angulaires de l'influence de Téhéran dans la région. Sa déstabilisation actuelle offre donc à ces pays une formidable opportunité dans la « guerre froide » qui les oppose à l'Iran, fer de lance de « l'axe » chiite (Iran, Irak, Syrie, Hezbollah), l'enjeu principal étant de « casser » la continuité de l'influence iranienne et chiite, du Golfe à la Méditerranée.


Mais cette grille de lecture, exclusivement confessionnelle, si elle a sa pertinence, ne permet pas d'appréhender la crise syrienne dans toute sa complexité, ni de dégager des solutions, permettant, à terme, d'aboutir à un changement de régime, bien que celui-ci semble presque inéluctable en raison des atrocités commises.

Les medias régionaux, principalement les deux chaînes satellitaires<sup>1</sup> d'Al Arabiyya (Arabie saoudite) et Al-Jazeera (Qatar), évitent systématiquement de rapporter tout

1. France 24 arabe, est perçue par les manifestants « laïques » comme plus « objective » car ne privilégiant pas uniquement une lecture confessionnelle de la crise. Cependant, la chaîne ne fait que peu d'audience car sa couverture de la Syrie est jugée trop ponctuelle, à l'inverse des deux autres qui diffusent de l'information en continu.

AVERTISSEMENT : La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.






## Crise syrienne: état des lieux et options possibles

événement permettant de desserrer cette lecture confessionnelle de la crise. Ainsi peu de choses sont dites sur l'implication non-violente de jeunes, qu'ils soient chrétiens, alaouites ou sunnites, qui ne se définissent pas par leur appartenance confessionnelle mais par la volonté de vivre ensemble dans une Syrie unie débarrassée de la « clique » Al Assad et de ses affidés. Quoiqu'il arrive, l'opposition se dit prête à payer un lourd tribut pour que les générations futures aient une chance de vivre dans un environnement politique différent. Avant d'incarner un régime chiite, Bashar Al Assad représente un système familial et clanique corrompu que nombre de Syriens, y compris au sein de la minorité alaouite, n'hésitent pas à qualifier de mafieux et souhaitent voir disparaître.

Pour le régime d'Al Assad, ces jeunes, pacifistes et porteurs de revendications non confessionnelles, représentent une force de déstabilisation d'autant plus menaçante que le régime ne peut utiliser à leur encontre sa rhétorique habituelle d'ultime rempart contre la guerre civile et contre une islamisation effrayante de la Syrie.

Pour des raisons diamétralement opposées, le régime syrien comme son opposition islamiste sunnite ont intérêt à « confessionnaliser » au maximum la révolution afin de la confisquer à leur profit. Pour le régime, il s'agit de capitaliser sur la peur des minorités chrétiennes, alaouites et chiites mais aussi de la partie musulmane sunnite de sa population qui n'a pas envie de voir un régime sous influence wahhabite s'installer à Damas. Pour l'opposition islamiste, cela permet de capitaliser sur l'antagonisme sunnite/chiite, une problématique particulièrement sensible en Syrie, et de bénéficier, en particulier, du soutien des monarchies sunnites mais aussi de la Turquie.

Il n'est donc guère étonnant que le régime se révèle imperméable à l'opinion publique locale, régionale et internationale et poursuive une répression féroce à l'encontre de tous ses opposants. Il présente, en outre, une remarquable cohésion cimentée par la confusion entre les décideurs politiques et les têtes de l'institution militaire et des nombreux appareils de sécurité, liant irrémédiablement le destin des diverses institutions militaires et sécuritaires à celui de la famille et du clan Assad. Pour le régime, le maintien au pouvoir est une question de vie ou du mort qui, plus le temps passe et les violences s'exacerbent, devient également une question de survie pour l'ensemble de la minorité alaouite comme pour ses alliés, en particulier une partie de la communauté chrétienne. Au fond, les perspectives de guerre civile font, dans une certaine mesure, le jeu du régime, profondément menacé par toute perspective d'ouverture politique.



Crise syrienne:  
état des lieux  
et options  
possibles


Il semble aujourd'hui impossible d'arrêter la guerre civile, à moins que le plan de paix porté par Kofi Annan, envoyé spécial conjoint des Nations Unies et de la Ligue Arabe, ne parvienne à imposer un arrêt des violences puis l'instauration d'un *statu quo* permettant de commencer à poser les bases d'une solution politique. Ni l'opposition, dont la frange pacifiste est mise en minorité et figure en première ligne de la répression du régime, ni le régime ne peuvent revenir en arrière.

### DÉVELOPPEMENTS POSSIBLES :

#### *Scénario n° 1 : Prolongement de la situation et poursuite des actions engagées ces derniers mois*

La continuité avec les derniers mois semble prévaloir. Elle conduit à combiner action diplomatique, sanctions ciblant les responsables civils et militaires du régime ainsi que leurs avoirs à l'étranger, voire armement de l'opposition, déjà engagé, sans intervention militaire. Le contexte et l'équilibre des forces à l'intérieur du pays laissent penser qu'il y a peu de chances d'aboutir à un apaisement durable de la situation :

- L'opposition syrienne est fragmentée et le Conseil National Syrien (CNS) peine à s'imposer comme son représentant légitime notamment auprès des Syriens de l'intérieur. L'Armée Syrienne Libre, apparue par bribes durant l'été, disparate, mal équipée, manquant d'expérience n'est pas parvenue à attirer des déserteurs en nombre significatif.
- De son côté, malgré les premiers progrès aux Nations Unies, la « communauté internationale » reste profondément divisée, ce qui ne peut que faire le jeu de Bachar Al- Assad, et le « Groupe des Amis de la Syrie » rassemble trop d'acteurs aux intérêts divergents pour constituer une véritable force de proposition.
- L'imposition de sanctions a montré ses limites en Irak et ne peut se concevoir sans affecter considérablement la population syrienne avec une efficacité limitée sur le régime tant que ce dernier continuera de bénéficier à des degrés divers du soutien de l'Iran, de l'Irak, mais aussi de la Chine et surtout de la Russie.
- L'armement de l'opposition, engagé en sous main par le Qatar et l'Arabie saoudite dès l'été et désormais ouvertement prôné par plusieurs pays, pourrait se révéler à terme très coûteux pour la population syrienne, sans pour autant être décisif pour l'opposition comme l'a démontré l'escalade des premiers jours d'avril. L'opposition se heurte à la fois à des forces armées régulières et à des unités d'élites entraînées et déterminées.



## Crise syrienne: état des lieux et options possibles


- La Syrie est l'ultime carte de Moscou au Moyen-Orient. C'est son unique allié et elle lui procure une ouverture sur la Méditerranée grâce au port de Tartous situé en pays alaouite. Moscou compte préserver à tout prix son influence dans cette zone. La perspective de l'arrivée à Damas d'un régime islamiste sunnite soutenu par l'Arabie saoudite ne peut pas susciter son adhésion, alors que Moscou soupçonne Riyad d'être impliqué dans le soutien aux mouvements islamistes dans les ex-républiques soviétiques (Tchéchénie, entre autres). L'association de la Russie à la transition syrienne est bien l'une des clés de la sortie de crise.
- La Chine, arc-boutée sur le respect de la souveraineté étatique, ne peut pas cautionner un changement de régime ; mais, au regard des intérêts pétroliers qu'elle partage avec les pays du Golfe, en particulier l'Arabie saoudite, elle pourrait, à terme, se laisser convaincre.

### *Scénario n° 2 : Mise en œuvre du Plan Annan*

Le plan de Paix présenté par Kofi Annan, envoyé spécial conjoint de l'ONU et de la Ligue Arabe, repose sur deux postulats : un arrêt des violences des deux côtés (régime et révolutionnaires) permettant d'enrayer l'engrenage de la guerre civile ; et un changement radical de position de la Russie face à son allié syrien.

En cas de succès progressif, un scénario « optimiste » pourrait se dégager et conduire à un changement de personnes au sein du régime, changement déclenché de l'intérieur par une désolidarisation d'une partie des officiers alaouites du clan au pouvoir. Une solution politique passant par une période transitoire pourrait être envisagée. Se pose tout de suite (le Conseil de sécurité devant être saisi le 18 avril au plus tard de propositions de son Secrétaire général) la question du rôle réel de la mission de « supervision » des Nations Unies chargée de vérifier le respect du cessez le feu et du plan Annan en six points, alors que la mission d'observation de la Ligue arabe avait échoué.

Après les 30 premiers observateurs non armés dépêchés ces jours-ci (vote de la Résolution 2042 le 14 avril), environ 250 « Casques bleus » seraient prévus. On connaît les aléas considérables de ce type de mission (observateurs non armés, contrôle étroit des services de sécurité syriens, provocations, absence de rapport de forces favorable sur le terrain, etc.) et l'on peut pour le moins douter de la volonté du clan Assad de lui laisser accomplir ses objectifs. Mais pour l'heure, le plan Annan



## Crise syrienne: état des lieux et options possibles

est la seule tentative un peu crédible qui réunit les principaux acteurs de la tragédie syrienne.

En cas d'échec, le cycle de la violence reprendrait de plus belle, alimenté par l'armement croissant de l'opposition, si les mouvements que l'on devine se confirment.

### *Scénario n° 3 : Intervention turque limitée*


Face à l'afflux de réfugiés à ses frontières et la menace que représente le PKK « ravivé » par le régime syrien, la Turquie, membre de l'OTAN, ne peut rester indifférente. Après des années de retrait, elle dispose d'une carte à jouer dans la région, comme le confirme l'entretien récent entre le Premier ministre turc et le roi d'Arabie saoudite. C'est également la seule vraie puissance militaire sunnite et elle pourrait, en fonction de l'évolution de la situation vers une guerre civile plus large encore qu'aujourd'hui, se décider à intervenir militairement, pour au moins imposer une zone tampon d'une quarantaine de kilomètres de profondeur le long de sa frontière avec la Syrie. Elle priverait ainsi la Syrie d'un débouché vers l'extérieur mais accélérerait sans doute le processus de fragmentation du pays. La réaction du régime Assad serait sans doute violente, avec tentative d'internationaliser le conflit, à plus ou moins grande échelle. Les développements de celui-ci dépendraient largement de la rapidité d'action de l'armée turque et de sa capacité à imposer un fait accompli. Mais c'est une option très risquée, sur laquelle Ankara ne peut qu'hésiter, en raison, entre autres de la présence de minorités sur les deux territoires, les Kurdes et les Alévis.

### *Scénario n° 4 : La partition*

Confronté à une opposition armée vraiment menaçante, le régime pourrait être tenté de se replier dans la montagne alaouite et la Syrie se fragmenterait peu à peu sur une base confessionnelle (alaouite/chrétien/sunnite) ou ethnique (Kurdes/Druzes) avec déplacements de populations, bains de sang et tous les dangers de déstabilisation régionale que ce type de scénario comporterait pour les voisins de la Syrie.

### *Scénario n° 5 : Intervention militaire multinationale en Syrie*

a) *l'idée d'une force multinationale sur le territoire syrien* semble devoir être écartée ; il s'agirait d'une intervention au sol pour déloger l'armée syrienne des principales villes et provoquer un effondrement du régime. Cette option semble



## Crise syrienne: état des lieux et options possibles

irréaliste dans le contexte décrit plus haut (rapport de forces internes et internationaux), et au regard de la tâche à accomplir comme des moyens à mettre en œuvre.


*b) des frappes ciblées sous l'égide de l'ONU et de l'OTAN* peuvent être proposées par certains, dans le prolongement de l'affaire libyenne et si la répression connaît des débordements plus dramatiques et prolongés encore qu'actuellement. Elles offriraient en principe un moindre risque pour les nations engagées, réuniraient une coalition plus large (sans doute au sein de l'OTAN et autour de la Turquie, notamment si les incursions syriennes sur son territoire persistent). Mais l'autorisation du Conseil de sécurité à une telle action est hors de portée en raison, au moins, de la position russe et, dans une moindre mesure, chinoise. Outre la faisabilité *ex ante*, la politique à conduire ensuite soulève de redoutables questions et l'appétence des principaux acteurs internationaux pour une nouvelle opération de guerre demeure extrêmement limitée.

\*

Dans ce contexte, l'action de la France devrait s'inscrire dans le prolongement des efforts diplomatiques actuels. Cela implique de :

- Soutenir fermement le « Plan Annan », donc la mission des observateurs et Casques bleus, à laquelle des éléments français pourraient participer (observation et renseignement), tout en insistant sur la mise en place de mesures de confiance qui évitent aussi la stigmatisation de la communauté alaouite et de la communauté chrétienne, perçue comme son alliée<sup>2</sup>.
- Soutenir par tous les moyens les différents éléments de la société civile syrienne (associations, syndicats, personnalités, confréries...) ; à cet égard la fermeture de l'ambassade de France à Damas ne facilite pas les choses et tous les canaux dont nous disposons dans un pays où l'influence française demeure forte devraient être utilisés.
- Développer le partenariat avec la Russie afin qu'elle exerce une réelle pression sur les autorités syriennes et grâce à son réseau au sein des forces armées et de

2. Ce travail pourrait s'appuyer sur une *task force* dédiée à la connaissance précise de la situation politique et sociale sur le terrain et l'identification d'acteurs locaux.



## Crise syrienne : état des lieux et options possibles

- sécurité, qu'elles parviennent, éventuellement, à peser sur le cours de la politique à Damas. Ceci pourrait, à terme, se concrétiser par la mise à l'écart du clan Assad.
- Prendre la mesure des intérêts spécifiques du Qatar et de l'Arabie saoudite et conserver une certaine distance avec leurs préconisations en évitant de se laisser entraîner dans une lecture exclusivement confessionnelle de la crise.
  - En cas d'échec du Plan Annan, renforcer rapidement et significativement les sanctions ciblées sur une liste élargie de dignitaires du régime en Syrie et à l'étranger (interdiction de voyager, gels des avoirs ...).